



Expertise comptable
Audit, Conseil et Social

EXEMPLAIRE GREFFE

ASSOCIATION HOSPITALIERE DE L'ARBRESLE

**Siège social : 206 Chemin du Ravatel
69210 L'ARBRESLE**

SIRET : 779 655 984 00010



ORIAL

EXPERTISE COMPTABLE ET
COMMISSARIAT AUX COMPTES

SIÈGE SOCIAL

12-15 quai du Commerce
69336 Lyon cedex 09
Tél. 04 78 43 45 55

BUREAU

167 rue Charles Germain
69400 Villefranche s/ Saône
Tél. 04 74 68 37 43

ASSOCIATION HOSPITALIERE DE L'ARBRESLE

**Rapports du Commissaire aux Comptes
Exercice clos le 31 décembre 2023**

ORIAL PARIS

EXPERTISE COMPTABLE ET
COMMISSARIAT AUX COMPTES

11bis passage Doisy
75017 Paris
Tél. 01 79 97 80 40



**ORIAL
PROVENCE**

EXPERTISE COMPTABLE
18 Route d'Orange
84600 Valréas
Tél. 04 90 35 05 97

Membre du réseau

www.orial.fr



S.A.S. au capital de 3 762 911 € - RCS Lyon 444 674 816

Société Insrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables ainsi qu'à la CRCC des régions Lyon-Riom et Paris.

Membre du groupe Oriale Inscrit à l'Ordre des Experts Comptables des régions : Auvergne Rhône-Alpes, Paris Ile de France, Provence Alpes Côtes d'Azur ainsi qu'à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes des régions Lyon-Riom et Paris.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale,

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE L'ARBRESLE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, de l'ouverture de l'exercice à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations comptables significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

L'appréciation sur la continuité d'exploitation a été étayée par la lettre de soutien obtenue de la part du Groupe SOS.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 17 juin 2024

Pour SAS ORIAL
Commissaire aux Comptes

S. AIGLOZ, Président

Bilan et compte de résultat

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	237 252	183 583	53 670	0,49	51 001	0,45
Immobilisations corporelles						
. Terrains	59 602	11 019	48 583	0,45	59 602	0,53
. Constructions	12 172 567	6 328 345	5 844 222	53,72	6 124 277	54,54
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	1 812 978	1 441 324	371 653	3,42	435 462	3,88
. Autres immobilisations corporelles	2 957 409	2 321 716	635 693	5,84	813 780	7,25
. Immobilisations corporelles en cours	8 794		8 794	0,08		
. Avances & acomptes	3 000		3 000	0,03		
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	15		15	0,00		
. Autres titres immobilisés	125		125	0,00	114 405	1,02
. Prêts	59 791		59 791	0,55		
. Autres	168		168	0,00	1 050 168	9,35
TOTAL (I)	17 311 701	10 285 987	7 025 714	64,58	8 648 694	77,02
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	117 600		117 600	1,08	118 601	1,06
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 877 644	154 875	1 722 769	15,83	1 251 876	11,15
. Autres	1 257 251		1 257 251	11,56	148 365	1,32
Disponibilités	718 421		718 421	6,60	1 034 929	9,22
Charges constatées d'avance	38 041		38 041	0,35	26 058	0,23
TOTAL (II)	4 008 957	154 875	3 854 082	35,42	2 579 829	22,98
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	21 320 658	10 440 862	10 879 796	100,00	11 228 523	100,00



PASSIF		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise					
. Fonds propres statutaires		141 872	1,30	141 872	1,26
Fonds propres avec droit de reprise					
Réserves					
. Réserves pour projet de l'entité		570 947	5,25	726 629	6,47
. dont réserves sous gestion propre					
. Réserves des activités sociales et medico-sociales		358 097	3,29	358 097	3,19
. Autres		42 686	0,39	42 686	0,38
Report à nouveau		1 794 431	16,49	1 712 391	15,25
. dont report à nouveau sous gestion propre					
. report à nouveau activités sociales et médico-sociales		-7 272	-0,06		
Excédent ou déficit de l'exercice		-336 582	-3,08	-80 913	-0,71
. dont résultats sous gestion propre					
. dont résultats des activités sociales et médico-sociales					
Situation nette (sous total)		2 564 178	23,57	2 900 760	25,83
Subventions d'investissement		1 995 537	18,34	2 102 982	18,73
TOTAL (I)		4 559 715	41,91	5 003 742	44,56
FONDS REPORTES ET DEDIES					
Fonds dédiés		605 768	5,57	625 231	5,57
TOTAL (II)		605 768	5,57	625 231	5,57
PROVISIONS					
Provisions pour risques		124 404	1,14	225 996	2,01
Provisions pour charges		76 343	0,70		
TOTAL (III)		200 747	1,85	225 996	2,01
DETTES					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 549 417	23,43	2 950 856	26,28
Emprunts et dettes financières diverses		86 560	0,80	94 578	0,84
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 201 330	11,04	526 086	4,69
Dettes fiscales et sociales		1 671 798	15,37	1 742 056	15,51
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				59 978	0,53
Autres dettes		15	0,00		
Produits constatés d'avance		4 444	0,04		
TOTAL (IV)		5 513 565	50,68	5 373 554	47,86
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		10 879 796	100,00	11 228 523	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					



COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
		Total	%	Total	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:					
Cotisations		600		245	355 144,90
Ventes de biens et services					
- dont ventes de biens relatives aux activités médico-sociales					
- Ventes de prestations de services		1 013 648		868 190	145 458 16,75
- dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales					
Produits de tiers financeurs					
- Concours publics et subventions d'exploitation		2 414 866		2 282 173	132 693 5,81
- Contributions des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales		11 000 204		10 971 531	28 673 0,26
- Ressources liées à la générosité du public					
- Mécénats		105 000		105 000	0,00
- Legs, donations et assurances-vie		5 000		5 855	-855 -14,59
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		214 676		136 408	78 268 57,38
Utilisations des fonds dédiés		137 791		65 699	72 092 109,73
Autres produits		288 908		101 792	187 116 183,82
Total des produits d'exploitation (I)		15 180 694		14 536 894	643 800 4,43
CHARGES D'EXPLOITATION:					
Autres achats et charges externes		4 389 709		3 603 450	786 259 21,82
Impôts, taxes et versements assimilés		815 327		841 055	-25 728 -3,05
Salaires et traitements		6 456 640		6 448 482	8 158 0,13
Charges sociales		2 896 148		2 791 351	104 797 3,75
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		828 829		686 262	142 567 20,77
Dotations aux provisions		76 343		76 343	N/S
Reports en fonds dédiés		118 328		56 022	62 306 111,22
Autres charges		84 089		76 973	7 116 9,24
Total des charges d'exploitation (II)		15 665 413		14 503 596	1 161 817
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-484 718		33 298	-518 016 N/S
PRODUITS FINANCIERS:					
Autres intérêts et produits assimilés		25 847		4 485	21 362 476,30
Total des produits financiers (III)		25 847		4 485	21 362 476,30
CHARGES FINANCIÈRES:					
Intérêts et charges assimilées		28 634		31 847	-3 213 -10,08
Total des charges financières (IV)		28 634		31 847	-3 213 -10,08
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-2 787		-27 362	24 575 89,81
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-487 505		5 936	-493 441 N/S
PRODUITS EXCEPTIONNELS:					
Sur opérations de gestion		165 030		32 752	132 278 403,88
Sur opérations en capital		114 280		103 769	10 511 10,13
Reprises sur provisions et transferts de charges				387 194	-387 194 -100,00
Total des produits exceptionnels (V)		279 310		523 715	-244 405 -46,66



COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	481	456 335	-455 854	-99,88
Sur opérations en capital	114 280		114 280	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	7 062	150 000	-142 938	-95,28
Total des charges exceptionnelles (VI)	121 823	606 335	-484 512	-79,90
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	157 486	-82 620	240 106	290,61
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 563	4 229	2 334	55,19
Total des produits (I + III + V)	15 485 851	15 065 094	420 757	2,79
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	15 822 433	15 146 007	676 426	4,47
EXCEDENT OU DEFICIT	-336 582	-80 913	-255 669	-315,97
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales				
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				



Annexe

ANNEXE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	10.879.795,52 €
- Total des Produits	15.485.851,08 €
- Résultat de l'exercice	- 336.582,13 €

L'exercice a une durée de 12 mois et s'étend du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels établis par le Conseil d'Administration de l'Association.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Réf.	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
	PRESENTATION DE LA STRUCTURE	X		
	FAITS CARACTERISTIQUES	X		
	EVENEMENTS POST CLOTURE	X		
	CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE	X		
	PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	X		
	NOTES SUR LE BILAN			
Note 1	Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Etat des créances & dettes	X		
Note 4	Fonds Propres et report à nouveau	X		
Note 5	Ventilation des résultats de gestion par établissement	X		
Note 6	Provisions & Dépréciations	X		
Note 7	Subventions d'investissement	X		
Note 8	Fonds dédiés	X		
Note 9	Emprunts	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
	Bilan financier			X
	Tableau de flux de trésorerie			X
	Résultat Effectif Global			X
Note 12	Charges et produits constatés d'avance	X		
Note 13	Résultat exceptionnel	X		
Note 14	Subventions et Concours Publics	X		
Note 15	Effectif	X		

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'Association Hospitalière de l'Arbresle a pour objet de faire fonctionner un ou plusieurs établissements, à but non lucratif, donnant des soins hospitaliers généraux ou spécialisés.

Les activités exercées au sein de l'association sont :

- L'activité dite « Principale » avec 35 lits de médecine et 26 lits de Soins Médicaux de Réadaptation (SMR, ex-SSR),
- Une Unité de Soins de Longue Durée (USLD) de 30 lits
- Un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de 50 lits et un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés de 14 places (PASA)
- Une équipe de liaison et de soins en addictologie (ELSA)
- Des consultations pluridisciplinaires
- Un Centre Périnatal de Proximité (CPP)

FAITS CARACTERISTIQUES

Conséquences de la crise sanitaire Covid 19

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 sont susceptibles d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'association. A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2023 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences.

Les financements (dotations globales, subventions) ont été maintenus.

Les dirigeants n'ont pas identifié d'incertitude significative sur la capacité de la structure à poursuivre son exploitation.

L'association a bénéficié au cours de l'exercice 2023 d'aide à la trésorerie pour 406 K€.

Par ailleurs, l'association avait bénéficié de mesures permettant d'alléger les tensions de trésorerie :

- en 2020, un emprunt garanti par l'Etat a été reçu pour 1 200 K€ (taux d'intérêts : 0,73 %, durée : 5 ans)
- en 2021, une convention dite de l'article 50 avait été signée avec l'ARS d'un montant de 1.500.000 euros. Cette convention entre dans le cadre du dispositif d'assainissement des situations financières des établissements sanitaires. L'établissement s'est engagé sur des objectifs et indicateurs financiers à atteindre au 31 décembre 2029. En cas d'inexécution totale ou partielle des engagements et/ou de surcompensation des charges, le financeur procédera à une reprise de financements.

Aides gouvernementales de limitation de la hausse de l'Energie

L'association a bénéficié du dispositif d'amortisseur tarifaire et d'aides guichet unique mis en place par le gouvernement à ce titre.

Le montant constaté dans les comptes 2023 permet de réduire les charges de 147 816 €.

Autres Faits Majeurs

Au cours de l'exercice 2021, l'association avait constaté que les effets directs ou indirects de la crise sanitaire et spécifiques à ce secteur d'activité (notamment des difficultés à recruter) avaient eu un impact sur la situation financière sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation pour l'exercice 2022.

Afin d'assurer la continuité d'exploitation pour les exercices suivants et suite au conseil d'administration de l'hôpital de l'Arbresle du 14 décembre 2022, l'association s'est rapprochée du groupe SOS.

EVENEMENTS POST CLOTURE

- Acquisition des congés payés pendant un arrêt de maladie :

A la suite des arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023, les salariés, en arrêt maladie ou accident (professionnel ou non) et accident de trajet, continuent d'acquérir des congés payés, sans limite, pendant ces périodes d'absence.

Les nouvelles règles légales sur l'acquisition de droit à congés payés pendant un arrêt de maladie et sur la prise de ces congés, issues de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, parution au JO le 23/04/2024, sont enfin en vigueur mais posent de nombreuses questions pratiques. Ces nouvelles règles entrent en vigueur le 24/04/2024.

Le Directoire Finances s'est tenu le 11 avril 2024 pour examiner les comptes des entités juridiques relevant du périmètre du Groupe SOS.

Compte tenu, notamment, de position claire vis-à-vis des éventuels accords de branche qui pourront venir préciser sa mise en application, d'incertitude sur de nombreuses questions pratiques, la valorisation de l'impact sur les comptes au 31 décembre 2023 de l'Hôpital ARBRESLE demeure encore incertaine.

L'Hôpital ARBRESLE estime, après l'adoption de la Loi N° 2024-363 du 22 avril 2024, que la sortie de ressource était, à ce stade, encore peu probable ou certaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas provisionner compte tenu du degré d'incertitude.

- L'ARS Rhône-Alpes a publié le 14 mai 2024 un arrêté rectificatif affectant des ressources supplémentaires à l'hôpital de l'Arbresle au titre de 2023 pour un montant de 70 937 €. Etant donné la date tardive de réception de ce document l'établissement a pris la décision de constater ces produits sur l'exercice 2024.

- Conflit Ukraine Russie :

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2024 ; mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

a) Changement de méthode comptable et de présentation empêchant la comparaison

A compter de 2023, l'association a décidé d'appliquer par anticipation le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022.

Cette application se traduit par la comptabilisation en exploitation de la quote-part de subventions d'investissements rapportée au résultat.

De plus, il a été décidé de réaffecter la créance dite « article 50 » de 900 000 € du poste « immobilisations financières » au poste « Autres créances »,

b) Changement d'estimation comptable

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1. PRINCIPES COMPTABLES

a) Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément au règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 et dans le respect du principe de prudence, de la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, de l'indépendance des exercices, et la continuité de l'exploitation. L'application de ce règlement a été faite de façon anticipée.

b) Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1^{er} du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° D.G.A.S./SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L 312.1 du code de l'action sociale et des familles.

- c) Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- Continuité d'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, exception de la présentation des états financier,
 - Indépendance des exercices
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- d) Pour se mettre en conformité avec les règlements comptables CRC 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et CRC 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, un changement de méthode a été effectué au 1^{er} janvier 2005 sur la présentation des immobilisations.

L'Association a opté pour un traitement selon la méthode rétrospective.

- e) Principes comptables sectoriels :

- Comptabilisation des engagements de retraite

A compter de cet exercice, les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan (provision pour charges) que pour la part correspondant aux salariés de plus de 62 ans.

- Participation liée à l'effort construction

A compter du 1^{er} janvier 2023, le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie. La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

En 2023, ces participations constatées en immobilisations financières se sont élevées à 59 791 €.

2. LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES ONT ETE LES SUIVANTES :

a) Immobilisations :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements ont été pratiqués suivant le mode linéaire sur la valeur d'acquisition des biens. Cette méthode a été jugée opportune sans qu'il soit nécessaire de retenir une valeur de cession.

Les amortissements sont calculés en fonction de leur durée normale d'utilisation :

Agencements du terrain	linéaire	sur 20 ans
Constructions (*)	linéaire	sur 50 ans
Agencements des constructions	linéaire	sur 10 ans
Matériel médical	linéaire	de 5 à 10 ans
Matériel de cuisine et lingerie	linéaire	de 5 à 10 ans
Agencements	linéaire	sur 10 ans
Matériel roulant	linéaire	sur 5 ans
Mobilier	linéaire	de 5 à 10 ans
Matériel informatique et de bureau	linéaire	ou dégressif de 5 à 10 ans
Matériel agricole et viticole	linéaire	sur 10 ans

L'amortissement est pratiqué à compter de la mise en service de l'élément d'actif à amortir selon la règle du prorata temporis.

b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

c) Stocks :

Les montants figurant au bilan correspondent à l'inventaire des fournitures non médicales, des produits pharmaceutiques et fournitures médicales en stock au 31 décembre 2023.

d) Créances et dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

e) Fonds propres sans droit de reprise, réserves et report à nouveau

Les fonds propres et les réserves ont une origine totalement privée, à l'exception de :

- la réserve de trésorerie qui a été financée par le prix de journée,
- la dotation attribuée pour l'assainissement financier (dite « Article 50 ») signée avec l'ARS en 2021 pour un montant de 1 500 000 €.

Le détail des fonds propres et report à nouveau est communiqué en Note 4.

f) Subventions d'Investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Jusqu'au 31/12/2022, ces subventions étaient rapportées au compte de résultat exceptionnel au même rythme que les actifs subventionnés. Ces quotes-parts s'élevaient à 103 769 euros (compte 777).

A compter du 1^{er} janvier 2023 et en application par anticipation de l'ANC 2022-06, les subventions d'investissements sont rapportées au compte de résultat d'exploitation selon les méthodes de calcul identiques à 2022. Au 31 décembre 2023, elles sont comptabilisées dans un compte 757 pour 106.022 euros.

Le détail des subventions d'investissement est communiqué en Note 7.

g) Provision pour risques et charges :

Des provisions sont constituées dès lors qu'un risque d'un montant significatif est connu.

Le détail des provisions pour risques et charges est communiqué en Note 6.

h) Provisions pour indemnité de départ en retraite :

Les modalités de calculs de l'évaluation actuarielle ont été les suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation de 3.17 %,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'Association,
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 62 ans,
- Evolution des salaires (1,50%),
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (100%),
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 47% pour les non-cadres et 61% pour les cadres.

L'évaluation des engagements hors bilan évalués pour l'ensemble du personnel présent au 31 décembre 2023 est communiquée en note 3-a ci-après.

i) Fonds dédiés :

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits la quote-part de fonds dédiés sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation financée.

Le détail des fonds dédiés est communiqué en Note 8.

j) Dettes provisionnées pour congés à payer :

Le montant de la provision pour Congés à Payer est comptabilisé conformément à la réglementation comptable.

3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

a) Engagements hors bilan

- Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont évalués à 495 359 euros (hypothèses indiquées dans le paragraphe 2. h) des principes comptables et méthode d'évaluation).

Les engagements de retraite ne sont comptabilisés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 62 ans et conformément soit aux accords obtenus par les autorités de tarification et de contrôle, soit aux modalités prévues au sein du code de l'action sociale et des familles. L'association a constaté au passif un montant de 76 343 euros à ce titre.

La part des engagements de retraite non comptabilisée s'élève à 419 016 euros.

b) Volontariat Associatif

Dans le cadre de la loi N° 2006-584 du 23 mai 2006, la rémunération des 3 plus hauts dirigeants de l'association est égale à zéro, ceux-ci étant tous bénévoles.

c) Contribution volontaire en nature

L'association n'ayant pas pu valoriser les contributions volontaires en nature, ces dernières ne font l'objet d'aucune information.

d) Honoraires de Commissariat aux Comptes

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte du résultat :

- pour la part des honoraires liés à la mission de contrôle légal des comptes sociaux s'élève à 13.362 euros, T.V.A. non récupérable incluse,
- et 0 euro au titre des autres mission entrant dans les diligences liées à la mission de contrôle légal des comptes.

e) Charges liées à l'impôt

La charge d'impôt est liée aux revenus des placements financiers et aux activités accessoires réalisées. La charge constatée au titre de l'exercice s'élève à 6 563 euros.



NOTE 1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES & CORPORELLES**Immobilisations brutes = 17 311 701 euros**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	298 243	27 859	88 850	237 252
Immobilisations corporelles	17 479 872	134 651	600 174	17 014 349
Immobilisations financières	1 164 573	59 806	1 164 280	60 099
TOTAL	18 942 688	222 316	1 853 304	17 311 701

A la clôture, les immobilisations financières sont essentiellement composées de prêts aux organismes collecteur de l'effort construction pour 59.791 euros.

La diminution des immobilisations financières correspond essentiellement au transfert de la créance dite « article 50 » au poste « Autres créances » pour 1 050 000 euros.

NOTE 2 AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES & CORPORELLES**Amortissements et provisions d'actif = 10 285 987 euros**

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	247 243	23 360	87 021	183 583
Immobilisations corporelles	10 046 751	650 594	594 941	10 102 404
Titres mis en équivalence	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL	10 293 994	673 954	681 962	10 285 987

Dans les comptes annuels clos au 31 décembre 2005, l'option pour la méthode rétrospective appliquée aux constructions a entraîné un impact négatif de 268.760 euros sur les fonds propres d'ouverture.

NOTE 3 : ETAT DES CREANCES & DETTES**Etat des créances = 3.172.936 euros**

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif circulant & charges d'avance	3 172 936	2 422 936	750 000
TOTAL	3 172 936	2 422 936	750 000

Provisions pour dépréciation des comptes de tiers = 154.875 euros

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	A la clôture
. Stocks et en-cours					
. Comptes de tiers	113 085	154 875		113 085	154 875
. Comptes financiers					
TOTAL	113 085	154 875		113 085	154 875

Créances Glissantes (ex : article 58 du Code de la Sécurité Sociale) : pour les établissements et services dont le tarif a été fixé sous forme de prix de journée jusqu'en 1985, et sous forme de dotation globale à partir de cette date, les règlements effectués par l'Etat en 1986 au titre des facturations de prix de journée 1985 sont déduits des versements mensuels de la dotation globale, le solde de la dotation étant versé l'année suivante et ainsi de suite.

Les techniques financières décrites ci-dessous en vigueur aboutissent à un rajeunissement permanent de cette créance qui en cas de :

- Fermeture d'établissement est due par la Sécurité Sociale,
- Dévolution à une autre association est transférée à cette association.

En conséquence, aucune dépréciation n'est à constituer sur ces créances.

Au sein de l'Hôpital ARBRESLE demeure une créance glissante d'un montant de **113 085 euros** constatée dans le poste « créances usagers » à l'actif du bilan.

La provision au 31 décembre 2023 pour 154 875 euros correspond à des risques de recouvrement de créances.

NOTE 4 : FONDS PROPRES ET REPORT A NOUVEAU**Fonds propres = 4.559.716 euros**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	141 872	0	0	0	141 872
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0
Écart de réévaluation	0	0	0	0	0
Réserves	1 127 411	-155 681	0	0	971 730
Report à nouveau	1 712 391	74 768	0	0	1 787 159
Excédent ou déficit de l'exercice	-80 913	80 913	0	-336 582	-336 582
Situation nette	2 900 760	0	0	-336 582	2 564 179
Fonds propres consommables	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	2 102 982	0	0	-107 444	1 995 537
TOTAL	5 003 743	0	0	-444 026	4 559 716

Report à nouveau = 1.787.159 euros

	Report à nouveau 01/01/2023	Affectation du résultat 2022	Reclassement	Report à nouveau 31/12/2023
Budget principal	-1 683 681 €		1 683 681 €	0 €
Dotation aux établissements de santé Art.50	1 500 000 €			1 500 000 €
Part des subventions d'investissement déjà rapportée au résultat	2 008 241 €	- 48 989 €	-1 683 681 €	275 572 €
EHPAD-USLD Heb 2012	-48 180 €			-48 180 €
USLD Dépendance 2012	1 307 €			1 307 €
USLD Dépendance 2021		-7 272 €		- 7 272 €
USLD Soins – reclassement		15 982 €	153 765 €	169 747 €
EHPAD Dépendance 2009 non refinancé	-5 364 €			-5 364 €
EHPAD Soins 2021 non refinancé	-10 317 €	10 317 €		0 €
EHPAD Hébergement 2016 non refinancé	-3 134 €			-3 134 €
EHPAD Hébergement 2017 non refinancé	-34 448 €			-34 448 €
EHPAD Hébergement 2020 non refinancé	-12 034 €			-12 034 €
EHPAD Hébergement 2022 non refinancé		- 49 034 €		- 49 034 €
Reports à nouveau	1 712 391 €	-78 996 €	153 765 €	1 787 159 €

NOTE 5 : VENTILATION DES RESULTATS DE GESTION PAR ETABLISSEMENT

AFFECTATION RESULTATS DE GESTION 2023		Résultats comptables	Affectation soumise à l'AG
Résultat Budget Principal		234 395	Report à nouveau excédentaire
Résultat EHPAD :	Soins :	-276 841	Augmentation des reports déficitaires
	Hébergement :	-106 841	Augmentation des reports déficitaires
	Dépendance :	62 621	Augmentation des réserves de compensation des déficits
Résultat USLD :	Soins :	23 278	Augmentation des reports excédentaires
	Hébergement :	-142 550	Augmentation des reports déficitaires
	Dépendance :	-155 565	Augmentation des reports déficitaires
Sous-total hors siège		-361 503	
Résultat Siège :		24 921	Augmentation des réserves
Résultat global :		-336 582	

NOTE 6 : PROVISIONS & DEPRECIATIONS

Provisions pour risques et charges =

200 747 euros

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	A la clôture
Provisions pour litiges	225 996			101 592	124 404
Autres provisions pour risques	0				0
Provisions pour départ à la retraite des salariés de plus de 62 ans	0	76 343			76 343
TOTAL	225 996	76 343	0	101 592	200 747

Les provisions pour litiges concernent des litiges sociaux : les montants ont été déterminés en tenant compte des risques encourus.

NOTE 7 : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement sur biens, non renouvelables d'un montant total de 4 240 020 euros, concernent :

- une aide de 18 764 € attribuée en 2015 pour l'équipement du pôle d'activités et de soins adaptés (PASA).
- une aide de 12 052 € attribuée en 2016 pour le changement d'une chaudière.
- une aide de 139 360 € attribuée en 2017 pour la réfection des chambres.
- deux aides attribuée en 2019 pour le financement de divers matériels, une de 33 264 € et une autre de 4 667 €.
- des subventions d'investissement de 3 970 114 € perçue en 1997 pour la construction du bâtiment (Cf. « Fonds propres et report à nouveau »)
- Une aide de 5 000€ obtenue sur 2020 pour l'achat d'une borne d'animations multiples.
- Une aide de 26 222 € reçue en 2022 pour l'investissement du quotidien des établissements pour personnes âgées.
- Une aide de 30 578 € reçue en 2022 au titre du FMIS.

NOTE 8 : FONDS DEDIES

Fonds dédiés = 605 768 euros

	Ouverture	Augmentation	Utilisés	A la clôture	Fonds dédiés de plus de 2 ans
Soutien à l'investissement 2015	6 892		6 892	0	0
Formation Elsa 2016	1 212		1 212	0	0
Financements privés pour la Construction 1997 (ANC 2018-06)	90 249		3 659	86 590	86 590
FIR CLACT 2018 (ANC 2018-06)	40 161		22 053	18 108	18 108
FIR ARS Travaux 2020	282 500		15 000	267 500	267 500
Culture à l'hôpital	8 257	17 500	15 939	9 818	0
HOP'EN	73 002		16 918	56 083	56 083
FMIS	29 086		4 011	25 075	25 075
SEGUR 2023		19 000		19 000	0
TabForLib 2020	38 099			38 099	38 099
ARS 2022 Revalorisation du point	43 838		43 838	0	0
ARS 2023 Revalorisation du point (mesures « Guérini »)		55 500		55 500	0
Dons 2022 Projet intergénérationnel	2 695	2 596		5 291	0
Jardins thérapeutiques		2 000		2 000	0
ARS 2022 TabForLib	9 240		230	9 010	0
Lieu santé sans tabac		13 693		13 693	0
Total	625 231	110 289	129 752	605 768	491 455

NOTE 9 : EMPRUNTS

	TOTAL	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Engagements reçus
PGE CAISSE D'EPARGNE	586 932	241 614	345 318		Néant
CLIMATISATION	61 441	35 011	26 430		Caution reçue de la Communauté de communes du pays de l'Arbresle à hauteur du capital restant dû.
RAILS AUX PLAFONDS	27 482	12 157	15 325		
CE INVESTISSEMENTS DIVERS	106 571	17 953	73 119	15 500	
BANQUE POSTALE	1 761 535	92 968	383 228	1 285 338	
PARC AUTOMATE	4 203	4 203			Néant
TOTAL	2 548 163	403 906	843 420	1 300 838	

NOTE 10 : CHARGES A PAYER

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1.254 €
Dettes fournisseurs d'exploitation	205.666 €
Dettes fiscales et sociales	782.538 €
Total	989.458 €

NOTE 11 : PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir se composent :

- d'indemnités de la CPAM et de COLLECTEAM pour 59 647 euros,
- de remboursements de formation à recevoir pour 20.664 euros,
- de factures clients à établir pour 624.902 euros,
- d'aide guichet unique énergie pour 108 864 euros,
- d'avoirs à recevoir pour 6.005 euros,
- du mécénat à recevoir pour 26.250 euros.

NOTE 12 : CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Charges constatées d'avance :

Il s'agit de charges ordinaires d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur pour 38.041 euros.

Produits constatés d'avance :

Il s'agit de produits ordinaires d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur pour 4.444 euros.

NOTE 13 : RESULTAT EXCEPTIONNEL

Résultat exceptionnel : 157 486 €

Charges exceptionnelles : 121 823 €

- Cessions d'immobilisations financières : 114.280 €
- Autres charges exceptionnelles : 481 €
- Dotation aux amortissements exceptionnels suite à des mises au rebut : 7 062€

Produits exceptionnels : 279 310 €

- Cessions d'immobilisations financières : 114.280 €
- Reclassement de l'effort construction 2022 en prêt sur 20 ans : 30 230 €
- Autres produits exceptionnels : 134.800 €

NOTE 14 : SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

Nature du financement octroyé	Objet	Financier	Montant
Concours publics	USLD	ARS	1 122 319
Concours publics	EHPAD et PASA	ARS	1 085 159
Subventions d'exploitation	FIR	ARS	136 177
Subventions d'exploitation		ARS	39 545
Subventions d'exploitation	Aides à l'apprentissage	Etat	12 667
Subventions d'exploitation	SEGUR	FMIS	19 000
TOTAL			2 414 867

NOTE 15 : EFFECTIF

L'effectif médical est :

- de 8.40 postes en équivalent temps plein pour le budget principal ;
- de 1.82 postes en équivalent temps plein pour le budget EHPAD ;
- de 1.41 postes en équivalent temps plein pour le budget USLD.

L'effectif non médical est :

- de 83.14 postes en équivalent temps plein pour le budget principal ;
- de 42.02 postes en équivalent temps plein pour le budget EHPAD ;
- de 30.52 postes en équivalent temps plein pour le budget USLD.

